

Suella Braverman : Les islamistes sont désormais aux commandes de la Grande-Bretagne

écrit par Juvénal de Lyon | 26 février 2024



Les commentaires de Suella Braverman interviennent un jour après que Sir Lindsay Hoyle a déclenché une réaction furieuse suite au vote d'un cessez-le-feu à Gaza. | CRÉDIT | : Paul Grover pour The Telegraph |



Les commentaires de Suella Braverman interviennent un jour après que Sir Lindsay Hoyle a déclenché une réaction furieuse suite au vote d'un cessez-le-feu à Gaza. | CRÉDIT | : Paul Grover pour The Telegraph |

Un ancien ministre de l'Intérieur affirme que le Royaume-Uni est en train de « sombrer dans une société ghettoïsée » qui menace la liberté d'expression

Les islamistes sont désormais aux commandes de la Grande-Bretagne, a déclaré Suella Braverman après que le président de la Chambre des communes ait reconnu qu'il avait eu tort d'ignorer le protocole concernant les menaces à la sécurité des députés.

Dans un article paru dans le Telegraph, Mme Braverman, l'ancien ministre de l'Intérieur, a déclaré que la Grande-Bretagne « somnambulait dans une société ghettoïsée » qui menaçait la liberté d'expression.

Ses commentaires interviennent un jour après que Sir Lindsay Hoyle a déclenché une réaction furieuse suite au vote sur le cessez-le-feu à Gaza en autorisant le vote sur un amendement travailliste, ce qui a conduit à des accusations selon lesquelles il avait cédé aux extrémistes.

Sir Lindsay a déclaré qu'il avait rompu avec la convention pour permettre aux députés de voter sur le plus large éventail possible d'amendements, **citant les menaces que les hommes politiques avaient reçues en raison de leur position sur Israël et Gaza.**

Jeudi, Sir Lindsay a admis qu'il avait pris une « mauvaise décision » dans ses efforts pour protéger les députés alors qu'il se battait pour conserver son poste.

Cependant, Rishi Sunak et Penny Mordaunt, la leader des Communes, ont averti jeudi que modifier les procédures des Communes de la manière dont il risquait de saper la démocratie et de céder aux intimidations des extrémistes.

Mme Braverman, qui a été licenciée par M. Sunak après avoir accusé la police de « jouer les favoris » avec les manifestants pro-palestiniens, a accusé Sir Keir Starmer, le leader travailliste, d'être « à la botte » des extrémistes et de « prendre en otage le président de la Chambre des représentants » avec un « accord de coulisse » sur l'amendement travailliste.

« La vérité, c'est que les islamistes, les extrémistes et les antisémites sont désormais aux commandes », écrit-elle. « Ils ont intimidé le parti travailliste, ils ont intimidé nos institutions, et maintenant ils ont intimidé notre pays pour le soumettre.

L'ancien ministre de l'intérieur a accusé les dirigeants politiques de « se cacher la tête dans le sable », préférant croire à « l'illusion » d'une société multiculturelle réussie et restant terrifiés à l'idée d'être traités de racistes s'ils les remettaient en question.

« Mais la loi n'a pas changé, l'extrémisme de masse s'affiche fièrement, les campus restent des endroits dangereux pour les Juifs, et le Labour est toujours pourri jusqu'à la moelle », a-t-elle déclaré.

Jeudi, M. Sunak a déclaré qu'il trouvait les scènes aux Communes « très préoccupantes », ajoutant : « Je pense que le point important ici est que nous ne devrions jamais laisser les extrémistes nous intimider et nous pousser à changer la façon dont le Parlement travaille ».

Jeudi soir, plus de 67 députés avaient signé une motion de défiance à l'égard de Sir Lindsay. Stephen Flynn, chef de file du SNP aux Communes, et certains rebelles conservateurs tentent d'évincer le président de la Chambre en imposant un vote de défiance.

Dans les excuses qu'il a présentées aux Communes jeudi, le Président a déclaré : « *Je suis coupable parce que... J'ai un devoir de diligence dont je dois m'acquitter pour protéger les gens.* »

« C'est la protection qui m'a conduit à prendre une mauvaise décision, mais ce dont je ne m'excuse pas, c'est le risque qui pèse sur tous les députés en ce moment. Hier, j'ai eu des réunions sérieuses avec la police sur les problèmes et les menaces qui pèsent sur les hommes politiques à l'approche des élections.

Ses commentaires sont intervenus dans un contexte de préoccupations croissantes pour la sécurité des députés, certains d'entre eux ayant fait l'objet de menaces et de manifestations à leur domicile.

Mme Braverman a déclaré que, bien qu'elle ait été « remerciée » pour s'être élevée contre ce qu'elle a appelé la complaisance envers les islamistes, elle a affirmé qu'elle recommencerait.

C'est parce que nous devons nous réveiller pour voir ce vers quoi nous marchons en dormant : « *Une société ghettoïsée où la liberté d'expression et les valeurs britanniques sont diluées, où la charia, la foule islamiste et les antisémites* »

prennent le contrôle des communautés », a-t-elle déclaré.

« Nous devons surmonter la peur d'être taxés d'islamophobie et parler franchement ».

« C'en est fini des atermoiements et des excuses. C'est en fermant les yeux sur les fanatiques que nous nous sommes retrouvés dans cette terrible situation : il faut que cela cesse ».

Ses commentaires interviennent après que William Shawcross, l'examineur indépendant du programme Prevent de lutte contre le terrorisme, ait averti [dans une interview accordée au Telegraph](#) que « le gouvernement ne s'attaquait pas efficacement à l'extrémisme islamiste, ce qui entraînait une menace accrue pour la sécurité de la population » .

Se référant à l'avertissement de M. Shawcross, Mme Braverman a déclaré qu'il était essentiel de résister aux attaques contre le programme Prevent – qui exige des conseils, de la police et des écoles qu'ils identifient les extrémistes potentiels – par les groupes de campagne qui l'ont qualifié d' »islamophobe » et de « raciste ».

Mme Braverman, qui a publié l'an dernier le rapport de M. Shawcross sur le programme Prevent, a déclaré : « Nous devons surmonter notre timidité culturelle pour intégrer les islamistes en herbe dans le programme lorsqu'ils représentent une menace ».

« Le gouvernement a échoué si 75 % des dossiers du MI5 concernent le terrorisme islamiste alors que la proportion d'islamistes renvoyés à au programme Prevent n'est que de 11 % et continue de baisser. Ce n'est pas être islamophobe que de s'opposer aux fanatiques islamistes, c'est un devoir civique ».

Elle a soutenu la recommandation de M. Shawcross visant à ce que les écoles reçoivent des conseils pour empêcher que les

lois sur le blasphème ne soient introduites de manière détournée et exploitées par les extrémistes pour faire taire les critiques et paralyser les critiques « parfaitement légales » des religions, y compris de l'islam.

Elle fait suite à [des cas très médiatisés](#) notamment celui de la Batley Grammar School, où un enseignant a été chassé de son établissement par une « foule d'extrémistes » et a dû se cacher après avoir montré aux élèves une image satirique du prophète Mahomet.

« Nous ne pouvons pas permettre que des enseignants soient chassés des écoles parce qu'une image de Mahomet a été montrée, ou que des enfants soient censurés parce qu'un Coran a été éraflé accidentellement », a-t-elle écrit. « Dans ce pays, il est parfaitement légal de critiquer une religion ou un Dieu. On peut être passionnément en désaccord, mais ce n'est pas criminel ».

Source : [The Telegraph](#)

Pcc : Juvénal de Lyon

<https://www.telegraph.co.uk/news/2023/11/20/teachers-self-censoring-offending-muslim-pupils-batley/>

□